

tous les pays de l'alliance de l'OTAN sont de préserver la paix et de prévenir toute agression de la part du monde communiste. Ce sont toujours là les objectifs communs de l'Occident.

**L'hon. M. Hellyer:** Le ministre voudrait-il alors expliquer au comité pourquoi les États-Unis considéreraient une entente aux termes de laquelle ils fourniraient au Canada des missiles Bomarc, moyennant ce que le gouvernement a dépeint comme étant un prix insignifiant, si ces missiles devaient simplement rester à North-Bay, sur leurs rampes de lancement, sans être équipés d'aucune ogive de charge?

**L'hon. M. Harkness:** Monsieur le président, le député de Trinity et le chef de l'opposition ont manifestement essayé de me faire dire si, oui ou non, nous allons munir d'ogives nucléaires certaines catégories d'armements que nous avons obtenus. C'est ainsi qu'ils ont formulé la question. A plusieurs reprises dans le passé, on a étudié le sujet dans le menu détail. Les honorables vis-à-vis, de même que tous les Canadiens qui ont accordé quelque attention au sujet, savent fort bien quelle est la réponse. Je l'ai déjà fournie deux ou trois fois aujourd'hui même dans cette enceinte.

**L'hon. M. Hellyer:** Quelle est la réponse?

**L'hon. M. Harkness:** Je l'ai donné bien des fois dans le passé et je ne pense pas que je sois tenu de la répéter indéfiniment.

**L'hon. M. Hellyer:** Le ministre veut-il dire au comité s'il compte obtenir des ogives classiques pour les projectiles Bomarc. (*Exclamations*)

**Des voix:** Adopté!

**L'hon. M. Hellyer:** La question est sérieuse, monsieur le président, et, en refusant d'y répondre, le ministre fait outrage au Parlement. (*Exclamations*) Il demande au comité d'approuver des dépenses de millions de dollars, et il refuse de donner à ce dernier les renseignements auxquels il a droit. Nous le sommons de nous fournir une réponse sans tarder. Sinon, il sera mis en demeure de rendre compte de son refus à la population canadienne. (*Exclamations*)

**L'hon. M. Harkness:** Monsieur le président, seuls font outrage au Parlement le représentant de Trinity et d'autres députés du même côté que lui, qui ne tiennent aucun compte des règles interdisant la répétition et qui répètent sans relâche les mêmes discours et les mêmes questions, auxquelles nous avons déjà répondu un nombre infini de fois.

**M. McCleave:** Les mêmes questions idiotes.

**L'hon. M. Pearson:** Monsieur le président, le ministre se met en colère...

[L'hon. M. Harkness.]

**L'hon. M. Harkness:** C'est plutôt vous qui êtes en colère.

**L'hon. M. Pearson:** ...parce que nous essayons de lui faire dire à quelles fins nous dépensons 31 millions de dollars. Nous voulons qu'il nous apprenne à quel achat d'important matériel servira ce montant de 31 millions de dollars. Nous lui demandons si cet important matériel sera efficace, si l'on peut s'en servir. Le ministre prétend qu'il a déjà répondu plusieurs fois à cette question. La réponse a été donnée, pour autant qu'il y en ait une, par le premier ministre et par des ministres en dehors de la Chambre, et les seules réponses qu'ils donnent à l'extérieur sont: «Quand l'urgence se présentera, si la guerre éclate, alors nous déciderons; nous ferons alors ce qu'il y a à faire.»

Un engin intercontinental lancé de l'Asie peut atteindre l'Amérique du Nord en 17 minutes. Durant ces 17 minutes, le ministre décidera si le Bomarc doit être armé d'ogives nucléaires. Durant ces 17 minutes, il doit également décider s'il est possible d'en venir à une entente avec le gouvernement américain en vue d'acquiescer des ogives nucléaires. Il a 17 minutes pour faire tout cela. Nous lui demandons en ce moment comment il pourra y arriver, et il répond: «Nous vous avons répondu à maintes reprises.» C'est une réponse qui fait, évidemment, paraître le gouvernement ridicule en l'occurrence. Il paraîtrait ridicule si la situation n'était pas si grave.

Nous dépensons des millions de dollars pour le F-104; nous dépensons des millions de dollars pour le 101; nous dépensons des millions de dollars pour le Bomarc, et l'on ne veut pas nous dire comment ces armes seront utilisées. Tout ce qu'on nous dit, c'est qu'une décision sera prise un jour, peut-être quand cette urgence se présentera. C'est la déclaration la plus absurde de politique de défense qu'un gouvernement ait jamais faite à la Chambre ou ailleurs. Je ne puis trouver de mots plus forts pour décrire l'absurdité de cette politique que les paroles mêmes que le ministre a employées par le passé, et il n'y a pas si longtemps encore... (*Exclamations*) ...Toutefois...

**M. Jones:** Attention à vos cordes vocales!

**Une voix:** Ne vous énervez pas!

**L'hon. M. Pearson:** Toutefois, voici l'attitude du ministre: «Nous aurons cette arme dans une heure; nous l'obtiendrons dans une demi-heure; nous l'aurons dans 17 minutes. Attendez que la guerre éclate et alors nous déciderons si nous fournirons des munitions pour nos armes.» Voilà la politique de défense du gouvernement en 1962.